

LES CARNETS DU TEMPS

Mensuel d'information culturelle du jeune officier

Vie professionnelle

Argumentation

Curiosité Vivacité

Examen

Discours

Réflexion



Culture

Soutien

Exposé



Encadrement

Compréhension

Engagement

- **Nelson Rolihlahla Mandela**
- **La globalisation financière**
- **Marcel Gauchet : religion et démocratie**

Le comité pédagogique

sous le haut patronage du général d'armée aérienne Stéphane Abrial,
chef d'état-major de l'armée de l'air

Guillaume Gelée, *général de brigade aérienne, secrétaire général du comité pédagogique, et directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales.*

Jean Tulard, *de l'Académie des sciences morales et politiques.*

Jean Baechler, *de l'Académie des sciences morales et politiques.*

André Lewin, *ambassadeur de France.*

Denise Flouzat, *recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Martine Méheut, *présidente de l'Association européenne des enseignants.*

Michel Jarrety, *professeur à la Sorbonne.*

Brigitte Debernardy, *contrôleur général des armées.*

Jean-Yves Daniel, *inspecteur général de l'Éducation nationale.*

Claude Carlier, *président de l'Institut d'histoire des conflits contemporains.*

Patrick Facon, *directeur de recherche au Service historique de la Défense, enseignant chercheur à l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines.*

François Pernot, *maître de conférences en histoire moderne.*

Aymeric Chauprade, *professeur de science politique à l'université de Neufchâtel.*

Hervé Coutau-Bégarie, *directeur d'études à l'École pratique des hautes études.*

Alain Bévillard, *général de corps aérien, ancien inspecteur de l'armée de l'air.*

Les Carnets du Temps

Centre d'études stratégiques aérospatiales

Centre d'enseignement militaire supérieur Air

1, place Joffre

B.P. 43

00445 ARMÉES

www.cesa.air.defense.gouv.fr

www.eoaa.air.defense.gouv.fr



Saint-Joseph charpentier, Georges de La Tour (1593-1652).

Préface

Air 2010 a amené son lot de transformations, qui ont aussi touché le domaine de la formation. Ainsi, le Centre d'enseignement militaire supérieur Air a été créé dans ce cadre pour prendre à son compte la mission de conduite de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de l'air sous l'autorité du général commandant les Écoles d'officiers de l'armée de l'air et avec le soutien du Centre d'études stratégiques aérospatiales.

Au-delà des changements de structures, les objectifs restent les mêmes : il s'agit, par le biais des *Carnets du Temps*, de mettre à la disposition de « l'honnête capitaine du XXI^e siècle » trois cents idées maîtresses réparties dans onze disciplines, publiées par cycles de trois ans, puis actualisées à l'issue de chaque cycle.

Rédigées dans un langage clair et didactique, supervisées par des personnalités éminentes des mondes académique, diplomatique, universitaire et de la Défense qui composent le comité pédagogique et qu'il convient ici de remercier chaleureusement pour leur précieuse contribution, ces idées de référence constituent un fonds culturel indispensable aux jeunes officiers que vous êtes, appelés à évoluer dans un monde toujours plus complexe. Au cours de votre carrière, il vous faudra souvent vous situer dans des environnements difficiles à appréhender, afin de prendre la bonne décision au bon moment.

Dans un tel contexte, une culture générale affermie et un solide bon sens demeurent les meilleures armes au service du chef militaire.

La lecture régulière de cette publication, à laquelle le CESA participe pour une large part, vous fera découvrir des horizons nouveaux, et contribuera à vous préparer au mieux à assumer vos responsabilités futures.

Je vous souhaite une excellente lecture.

Colonel Éric Nicod,
commandant du Centre d'enseignement militaire supérieur Air



Carnets du Temps

Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air)
1, place Joffre, 75007 PARIS

Directeur de la publication :
Col Eric Nicod

Rédacteur en chef :
Lcl Nicolas Naudin

Rédacteur en chef adjoint :
Asp Gaëlle Vigy

Rédacteurs du CESA :
Adc Sylvaine Thébault (R)
Adj Jean-Paul Talimi
Sgt Cassandre Davaic
Sgt Fanny Coffin

Rédacteurs en chef techniques :
Cne Denis Poucet
Ltt Muriel Berger

Maquette :
M. Emmanuel Batisse
M. Philippe Bucher
Cal Stéphanie Pointin

Crédits photographiques :
Fonds documentaire de la bibliothèque du CESA

Diffusion :
M. Pierre d'Andre
Cal Julien Biguine
Avt Tatiana Romany

Correspondance :
CEMS Air - BP 43
00445 ARMÉES
Tél. : 01 44 42 80 64
MTBA : 821 753 80 64
st.cesa@inet.air.defense.gouv.fr

Impression :
Atelier de photographie et de reproduction de l'armée de l'air (APRAA) 26, boulevard Victor 00450 ARMÉES

Direction de l'APRAA :
Ltt Dominique Birades

Tirage 5 500 exemplaires

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité des auteurs.

TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS
ISSN 1769-4752

Relations Internationales

Nelson Rolihlahla Mandela 4

Économie

La globalisation financière 6

Stratégie

Les géopoliticiens de l'air 8

Philosophie

Marcel Gauchet : religion et démocratie 10

Géopolitique

L'Amérique latine 12

Histoire de l'aéronautique militaire

Les bombardements stratégiques sur l'Allemagne.... 14

Droit et institutions

Le service public 16

Sciences

La mécanique quantique..... 18

Histoire

La guerre de 1870..... 20

Pensée politique

La nature de l'idéologie..... 22

La bibliothèque essentielle

Musset, *La Confession d'un enfant du siècle*..... 24

Arts

Un père et son fils par Georges de La Tour (1593-1652)...26

Résonance du passé

De la coïncidence des dates 27

Au fil de la plume

..... 28

Nelson Rolihlahla Mandela

« *La pauvreté massive et les inégalités obscènes sont des fléaux de notre époque qui ont leur place à côté de l'esclavage et de l'apartheid.* »

Héros international parce qu'il n'a pas succombé à la haine raciale et qu'il a retenu ceux qui voulaient pousser les Blancs d'Afrique du Sud à la mer, Nelson Mandela est le plus populaire des hommes politiques militant pour les Droits de l'homme.

Fils d'un chef *tembu*, il est né en 1918 dans le village de Qunu, au Transkei, où il a grandi selon un mode de vie traditionnel. Après avoir intégré le *University College for Bantu* de Fort Hare, seul établissement secondaire pouvant recevoir des « non-Blancs », Mandela est alors convaincu de l'exemplarité anglaise. Mais l'université va lui apporter plusieurs révélations. Secrètement, il y discute des enseignements du Mahatma Gandhi, découvre, non sans scepticisme, les thèses marxistes et approche pour la première fois l'*African National Congress* (ANC), l'un des principaux mouvements d'opposition au régime d'*apartheid*.



DR

Face à la réalité du « développement séparé » des Blancs et des Noirs, Mandela, Walter Sisulu, Anton Lembede et Oliver Tambo créent en 1944 la *Youth League*, la Ligue de la jeunesse, qui réorganise la résistance face à la discrimination et au *Colour Bar Act*⁽¹⁾. Ensemble, ils réclament « *la fin de la domination blanche* », l'ANC adopte leur programme.

Cependant, le Parti national, au pouvoir depuis 1948, a érigé l'*apartheid* en idéologie, et la répression des années cinquante aboutit à l'arrestation de dizaines de dirigeants du mouvement anti-*apartheid* dont Mandela. Mais le débat qui s'ouvre tourne à la démonstration de la part des accusés. Le plus long procès de l'histoire judiciaire sud-africaine s'achève sur un non-lieu général. L'ANC estime avoir épuisé tous les recours de la non-violence, Mandela entre en clandestinité.

En 1960, le massacre de Sharpeville⁽²⁾, suivi de l'interdiction des mouvements anti-*apartheid*, exacerbe les esprits. L'ANC passe progressivement à la lutte armée. Mandela, son vice-président, sillonne l'Afrique à la recherche d'appuis. Avec conviction, il étudie la stratégie militaire : Clausewitz, Mao et Che Guevara côtoient les spécialistes de la guerre Anglo-Boers⁽³⁾. Arrêté le 5 août 1962, il est accusé de sortie illégale du territoire, complot, trahison

et sabotage. En avril 1964, il assure lui-même sa défense et fait le procès de l'*apartheid* : « *J'ai lutté contre la domination blanche et contre la domination noire. J'ai défendu l'idéal d'une société démocratique et libre dans laquelle tous les individus vivraient ensemble en harmonie et bénéficieraient de chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère voir se réaliser. C'est un idéal pour lequel, s'il le faut, je suis prêt à mourir* ». Sans ciller, il reçoit le verdict attendu : la prison à perpétuité.

À cette époque, avec la Zambie, la Tanzanie et le Malawi, nouvellement indépendants, une « ligne de front » anti-*apartheid* émerge. Parallèlement, la guerre froide se délocalise dans la région : l'Union soviétique et Cuba soutiennent militairement l'ANC alors que le Conseil de sécurité de l'ONU interdit les ventes d'armes à Pretoria.

En 1989, depuis sa cellule, Mandela relance les négociations. Il dénonce une « *Afrique du Sud coupée en deux camps hostiles* » et veut amener l'ANC et le gouvernement à la table des négociations : Frederik De Klerk, président de l'Afrique du Sud de 1989 à 1994, nouera finalement des contacts avec l'ANC. Invoquant la chute du mur de Berlin et la fin de la lutte contre le « péril rouge », il légalise les mouvements antiségrégation. Le 11 février 1990, après vingt-sept ans de détention, Nelson Mandela est libre.

Ensemble, les deux dirigeants mettent fin à l'*apartheid*. Mandela lance un appel à la levée des sanctions de l'ONU, De Klerk prépare les premières élections libres et multiraciales d'Afrique du Sud. Hommes clés de cette réussite, ils reçoivent ensemble le prix Nobel de la paix en 1993. Un an plus tard, Nelson Mandela est élu président de « *la nation de l'arc-en-ciel* », fonction qu'il occupera jusqu'en 1999.

Multipliant depuis lors voyages, déclarations et médiations en Afrique, « Madiba » Nelson Mandela est l'un des hommes politiques les plus populaires au monde, incarnant la tolérance et la détermination.

Nul doute qu'il surveille avec inquiétude l'évolution de son pays, où des inégalités croissantes suscitent des violences contre des Noirs immigrés de pays voisins.

1. Institué en 1911, le « *Colour Bar* » est un ensemble de dispositions à caractère légal établissant l'affectation raciale des emplois.
2. Le 21 mars, la police ouvre le feu sur des manifestants opposés au port obligatoire de la carte d'identité pour les personnes de couleur.
3. En 1882 et entre 1899 et 1902, cette guerre opposa les Anglais aux descendants de colons néerlandais, allemands, scandinaves et français installés au XVII^e siècle autour du cap de Bonne-Espérance. Elle fut gagnée par les Anglais.

Sous la haute direction de monsieur André Lewin, ambassadeur de France

La globalisation financière

Depuis les années quatre-vingt, le processus de mondialisation intègre pleinement un facteur influant et volatil : le capital financier. Avec la libre circulation des capitaux, les échanges commerciaux se sont multipliés, créant, en contrepartie, un climat d'instabilité.

La **globalisation financière** se définit comme l'émergence d'un marché financier mondial sous l'influence de risques croissants et voué à des besoins internationaux de financement inédits. Elle se caractérise par un triple mouvement, aussi appelé « les 3 D » :

- « **déréglementation** » : abolition de la réglementation pour faciliter la circulation internationale du capital ;
- « **désintermédiation** » : accession directe des opérateurs aux sources de financement sans intermédiaires ;
- « **décloisonnement** » : éclatement des compartiments géographiques, fonctionnels et temporels.

La globalisation conduit à une augmentation des flux de capitaux transfrontières qui ont pour avantage une meilleure efficacité de leur allocation globale. La compétitivité entre établissements financiers s'en est accrue, leur liquidité a été augmentée, l'accélération des crédits stimulée exerce un effet positif sur la croissance. Mais, dans le même temps, se sont développés des risques conduisant à une certaine instabilité financière. Des **bulles** se sont créées relatives aux divers types d'actifs qui conduisent nécessairement à des **krachs**.

Bulles de crédits comme celle issue en Asie de prêts à des pays émergents dans le cadre du « consensus de Washington »⁽¹⁾ des années quatre-vingt-dix qui encourageait la libéralisation des mouvements de capitaux des pays émergents afin de permettre leur intégration dans le marché mondial et leur développement. La globalisation financière permet aux pays émergents de financer leur développement grâce aux flux de capitaux privés investis en contrepartie d'un rendement économique et social élevé. Mais ces mécanismes impliquaient une solidité du système financier de ces pays, ce qui était loin d'être le cas en Thaïlande ou en Corée notamment. La globalisation a poussé à l'entrée dans ces pays de capitaux à très court terme qui, au premier signe d'inquiétude, ont été réclamés par les prêteurs (*hot money*). Leur investissement à long terme a provoqué l'effondrement des systèmes financiers ainsi qu'une grave crise, en 1997-1998, dans les pays asiatiques

qui venaient de s'ouvrir à la libéralisation des capitaux. Les innovations techniques permettant l'interconnexion en temps réel de toutes les places financières du monde, la crise asiatique s'est étendue à l'Amérique latine, à la Russie et, en raison d'erreurs de prévision d'un fonds américain (LTCM), a même menacé à l'automne 1998 le système financier américain, et donc le système financier mondial. Ce mouvement a été enrayé par la banque centrale américaine, la Fed. Depuis, les pays émergents asiatiques ont repris une croissance accélérée dans des systèmes financiers nettoyés.

Bulles boursières comme celle relative aux valeurs Internet qui s'est développée aux États-Unis de 1998 à 2000, entraînant une hausse non seulement des bourses américaines mais aussi des bourses dans le monde entier, cela par effet de mimétisme et d'anticipations auto-réalisatrices, propres à la finance, fondées sur l'anticipation d'un événement spécifique par les agents, suffisante à engendrer l'événement en lui-même.

Bulles immobilières comme celle relative aux *subprimes*⁽²⁾, qui, issues de prêts imprudents à des ménages américains aux revenus trop faibles, a été diffusée dans de nombreux pays et particulièrement en Europe grâce aux nouveaux instruments de la finance moderne.

La globalisation contemporaine n'est pas la première. Elle a été précédée d'un mouvement de mondialisation à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Ce mouvement a été interrompu par la première guerre mondiale. La crise des années trente et la seconde guerre mondiale ont empêché toute reprise. Preuve s'il en était besoin que l'autarcie financière présente beaucoup plus d'inconvénients que la globalisation. Celle-ci n'est d'ailleurs que relative ; il existe en effet un « biais national », les nationaux d'un pays hésitant souvent à prendre des risques en investissant leur épargne dans un autre pays devant les risques de change ou les réglementations.

Phénomène inhérent à celui plus général de mondialisation qui englobe le commerce et la production, la globalisation financière a été stimulée, depuis le début des années quatre-vingt, par le progrès technique, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) permettant à l'argent de circuler instantanément. Les récentes crises financières montrent que la globalisation comporte aussi des risques auxquels les banques centrales et les divers organismes de régulation doivent faire face.

1. Liste de dix prescriptions économiques recommandées aux économies en difficulté, proposée en 1989, afin de promouvoir leur croissance.

2. Cf. *Les Carnets du Temps* n° 53.

Les géopoliticiens de l'air

Au début du xx^e siècle, les premiers géopoliticiens ont raisonné traditionnellement en deux dimensions à partir de la confrontation cartographique de grandes masses géographiques. Parallèlement, l'apparition de l'arme aérienne permit, par l'utilisation militaire de la troisième dimension, de s'affranchir des frontières et de frapper au cœur même du territoire adverse en faisant fi des contraintes de la géographie.

Peut-on dès lors considérer que la géopolitique classique serait remise en cause par le fait aérien au point d'en devenir caduque ? Peu se sont risqués sur cette voie. Au contraire, plusieurs théoriciens ont intégré ce fait aérien dans une réflexion de nature géopolitique ou géostratégique.

Dès 1909, dans *L'Aviation militaire*, **Clément Ader** met l'accent sur l'importance des courants aériens. La morphologie du terrain détermine selon lui l'existence de « voies aériennes ». Pour Ader, la plus importante de ces voies était la cordillère des Andes, dont il ne doutait pas que le contrôle en serait âprement disputé, car, écrivait-il, « celui qui en sera le maître : le Nord ou le Sud, sera aussi le maître de toutes les Amériques ». En 1925, **William Mitchell**, dans *Winged Defense* reprend cette idée de voies aériennes. À la différence d'Ader cependant, les *airways* de Mitchell ne dépendent pas de courants atmosphériques, que les appareils des années 1920 pouvaient négliger sans trop de risques, mais d'infrastructures construites par l'homme pour faciliter la navigation aérienne (aérodromes et terrains de secours, stations météorologiques, etc.). Considérant l'océan Pacifique comme le *Heartland* de Mackinder, Mitchell estime que la domination du monde reviendra à qui s'emparera des points stratégiques permettant de contrôler le Pacifique. « *Qui contrôle l'Alaska contrôlera l'univers* », avançait-il. En 1924, revenant d'un voyage d'études au Japon, Mitchell adjure ses contemporains de ne pas sous-estimer la puissance aérienne japonaise. Critiquant la faiblesse des défenses aériennes d'Hawaii, il prophétise ainsi que les Japonais attaqueront Pearl Harbour « *par un beau dimanche matin* ».



William Mitchell.

Dès les années 1940, dans une tendance qui préfigure déjà la guerre froide, un certain nombre d'auteurs mettent en avant le rôle géopolitique pré-

dominant du pôle Nord. Le géographe américain George T. Renner propose à cet égard dès 1942 dans *Human Geography in the Air Age* de substituer des projections polaires à la traditionnelle projection de Mercator centrée sur l'équateur. Cette approche nouvelle lui permet de mettre en place une nouvelle géographie des distances de nature à rendre caduque la doctrine de Monroe : « *Washington est à peu près aussi éloignée de Moscou que de Rio-de-Janeiro et beaucoup plus proche de Moscou que de Buenos-Aires* », écrivait-il. De même, reprenant peut-être l'idée des *airways* de Mitchell, il évoque le développement de couloirs aériens entre les continents. Hans W. Weigert et Vilhjalmur Stefansson, dans le *Compass of the World*, paru en 1944, insistent également sur l'importance nouvelle de l'Arctique devenu le plus court chemin entre les États-Unis et l'Union soviétique. Enfin, en 1950, dans *Air Power : Key to Survival*, **Alexandre de Seversky** relève l'influence déterminante du facteur aérien dans le schéma géopolitique classique du conflit entre la terre et la mer. Sa doctrine, appuyée sur l'utilisation des cartes azimutales équidistantes centrées sur le pôle Nord, fait de la région arctique la zone de l'affrontement décisif entre les deux super-puissances qu'il appelait ainsi la « *zone de décision* ».

Cette approche originale n'aura pas de suite dans les décennies suivantes et restera donc malheureusement isolée.

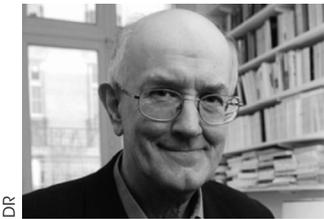
Depuis quelques années toutefois, quelques tendances nouvelles semblent se dessiner. L'analyste américain **Ralph Peters** remet ainsi en cause les fondements de la géopolitique classique en constatant en 1997 dans un article paru dans *Parameters* que « *le monde devient un réseau de villes avec des arrière-pays marginalisés* », de sorte que « *de plus en plus les villes transcendent le cadre étatique* ». Certains en ont déduit une « géopolitique de la verticalité », qui reste cependant encore à construire. Sur un autre plan, **Everett Carl Dolman**, professeur à l'*Air University*, met en avant la dimension spatiale dans un livre publié en 2001, *Astropolitik : Classical Geopolitics in the Space Age*.

Paraphrasant Mackinder, Dolman donne la formule de cette « géopolitique spatiale » : « *Qui contrôle les orbites basses contrôle l'espace proche autour de la Terre. Qui contrôle cet espace proche domine la Terre. Qui domine la Terre détermine le futur de l'humanité.* » La géopolitique a encore de beaux jours devant elle !

Sous la haute direction de monsieur Hervé Coutau-Bégarie, président de l'Institut de stratégie comparée

Marcel Gauchet : religion et démocratie

Marcel Gauchet identifie la démocratie libérale à la modernité comme sortie de la religion, travail de scepticisme, processus de délégitimation, le rôle de la religion étant d'instituer une coupure entre la communauté humaine et l'invisible, coupure qui préserve les hommes de l'aliénation de l'homme à l'homme.



DR

Il y a une permanence du « politique » depuis l'origine de l'humanité jusqu'à aujourd'hui.

Mais cette permanence n'a pas été sans variations et c'est la relation de l'homme à la religion qui permet de comprendre l'évolution de l'histoire humaine.

- Au départ le politique est caché. Il est refoulé par le religieux des religions sans dieux. Les religions primitives révèlent l'essence du politique qui consiste dans la « séparation » entre l'instance qui commande et celle qui obéit. Le religieux structure ainsi la société en tenant la clef de l'ordre des choses hors de portée des hommes.
- Vient ensuite la naissance de l'État (3000 avant J.-C.). Alors l'invisible s'incarne sous la forme d'une confiscation humaine de l'autorité qu'exerce l'impérialisme puis la démocratie athénienne.
- L'État prend, longtemps après, la figure absolutiste : pendant des siècles, la règle communément admise dans l'organisation de la société est que le souverain tire sa légitimité de Dieu qu'il représente sur terre. Le pouvoir du roi, incontestable puisque divin, s'impose aux hommes par-dessus leur volonté. Cette organisation figée est garante du bon ordre des choses : *« La collectivité humaine s'unit à son fondement invisible au même temps qu'elle s'identifie charnellement au pouvoir qui la régit (le corps politique réside dans le corps du roi). »* Mais, en devenant absolue, l'affirmation de l'État se fait par une lente séparation entre le religieux et les gouvernants.
- En guillotinant le roi, les révolutionnaires désacralisent le corps politique de la royauté pour le transférer à la Nation. On oppose le droit histo-

rique au droit naturel : la Nation devient souveraine. C'est là l'héritage des philosophes des Lumières, qui proposent une conception nouvelle de l'existence, où est privilégié le bonheur terrestre. La Révolution française puis le Concordat accordent à l'Église un statut officiel et une liberté de culte mais réaffirment la primauté de l'État et par là même parachèvent l'œuvre absolutiste.

- Le renversement libéral conduira à la sécularisation, c'est-à-dire à l'autonomisation des composantes de l'existence collective : le politique se sépare du religieux, l'économique du politique. Le pouvoir n'est plus le médiateur avec l'au-delà. Cette transformation introduit un problème de légitimité et de projet collectif. La société ne parvient plus à se donner des perspectives, ce qui entraîne une impuissance du gouvernement représentatif.

Dépossédées de projets collectifs, nos sociétés ne se voient plus que comme une simple juxtaposition d'individus-rois, assistés, déresponsabilisés, détenteurs de tous les droits.

Dès lors une démocratie réduite aux seuls droits de l'homme assume-t-elle encore sa vocation politique de cohésion du corps social ?

Avec la notion d'« autonomie subie » nous arrivons au cœur du paradoxe de notre temps, celui d'une liberté qui se retourne contre elle-même au-delà de la démocratie elle-même. En effet l'autonomie ici signifie surtout notre solitude plutôt que l'absence de dépendance.

Marcel Gauchet s'oppose ainsi au mythe libéral de l'individu autonome, rationnel, souverain, figure du Maître donnée au citoyen sur la scène politique devenue démocratique. Il y voit plutôt une individualisation qui, loin de produire l'indépendance des esprits, renforce le conformisme, le suivisme et la massification.

Bibliographie

Marcel Gauchet

- *Le désenchantement du monde* (1985)
- *La religion dans la démocratie - Parcours de la laïcité* (2001)
- *La démocratie contre elle-même* (2002)

Luc Ferry-Marcel Gauchet

- *Le religieux après la religion* (Grasset)

L'Amérique latine

Héritières d'un pouvoir chassé par l'indépendance, les principales oligarchies latino-américaines du XIX^e siècle rivalisèrent violemment dans le but de posséder les fleuves et les façades maritimes. En effet, la croissance économique du sous-continent était essentiellement basée sur l'accès aux routes commerciales et aux ports. La reconfiguration géostratégique qui s'établit alors donna naissance aux sentiments nationaux sud-américains. Alimentées par les rancœurs, dues aux terres perdues, et les désirs hégémoniques des grands propriétaires d'*haciendas* et de commerces, **les nations se sont ainsi créées après les États**. Cette particularité géopolitique permet d'établir deux catégories de nationalisme latino-américain : celle des pays « perdants » et celle des pays « satisfaits ». La première englobe une large majorité tandis que la seconde ne concerne finalement que le Brésil, le Pérou et le Chili. Une autre composante majeure de cette oligarchie fut **l'Église chrétienne**. Forte de quatre siècles de présence coloniale, elle a fait de l'Amérique latine le continent le plus catholique. Aujourd'hui, bien qu'elle ait soutenu de toute sa force morale, sociale et politique, le clan des conservateurs, elle est en perte de vitesse. Œuvrant sur le vaste terrain des populations pauvres, **les pentecôtistes**, évangéliques protestants, disposent en effet d'une forte influence et inquiètent.

Incontestablement, **la pauvreté** fait rage à travers toute l'Amérique latine. Elle a pris pied dans la répartition déséquilibrée du peuplement et dans l'explosion démographique constatée à partir des années 1950. La population a quasiment doublé en trente ans pour dépasser les 520 millions en l'an 2000 : vingt pour cent d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le sous-continent est ainsi caractérisé par de grandes différences de développement entre les pays et au sein des pays eux-mêmes.

Confrontée aux enjeux de la mondialisation, l'Amérique latine doit relever les deux défis majeurs que représentent l'intégration régionale et la réduction de la pauvreté. L'objectif est de contribuer au développement économique et politique de la région tout en s'attachant à la réduction des inégalités sociales.

La fin des **régimes autoritaires**, à partir des années 1980, fut provoquée par l'insatisfaction des opinions publiques à l'égard des militaires au pouvoir, incapables d'apaiser les tensions sociales et encore plus de développer une économie viable. Washington, qui avait favorisé leur mise en place dans le but de contrer le « castro-soviétisme », fut finalement satisfaite de cette initiative

populaire. Les Américains avaient en effet compris que la croissance économique serait plus à même de réduire la poussée communiste. La **démocratie** prit donc pied alors que les gouvernements néo-libéralistes s'installaient.

Ils ne furent pas meilleurs et les élections portèrent progressivement la gauche aux pouvoirs. Elle représente aujourd'hui une forte majorité. Pour autant, les institutions financières mondiales pèsent lourdement et l'économie demeure une des priorités. **Le marché s'ouvre** donc, mais pas uniquement dans la direction souhaitée par **les États-Unis** qui, bien que demeurant l'un des principaux clients et fournisseurs de la région, auraient préféré voir l'ALENA⁽¹⁾ s'étendre à la ZLEA⁽²⁾. En outre, un glissement vers **l'Asie** retient l'attention. Il traduit notamment le désir d'intégrer l'APEC⁽³⁾ dont les pays membres et la taille du marché sont très prometteurs. Mais surtout, un nouvel axe, Venezuela-Cuba-Chine, émerge : l'idéologie et le potentiel pétrolier de Hugo Chavez font école et constituent un défi majeur pour les États-Unis sur le continent. Cette manne énergétique permet au leader de la révolution bolivarienne d'établir de nouvelles relations économiques et commerciales, notamment vers Pékin et Téhéran, stratégiquement peu favorables à Washington. Par ailleurs, l'Union européenne est considérée comme un partenaire et un modèle d'intégration politique. À ce titre, le **Mercosur**⁽⁴⁾ se veut un outil de coopération au sens large. Il intègre la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production, la création d'un tarif extérieur commun, le rapprochement des politiques économiques et l'harmonisation des législations entre ses membres. Enfin, la **Déclaration de Cuzco**, du 8 décembre 2004, prévoit la fusion progressive du Mercosur et de la Communauté andine des nations⁽⁵⁾, ainsi que l'intégration du Chili, du Guyana et du Surinam dans une union politique et économique de toute l'Amérique du Sud, la **Communauté sud-américaine de nations**.

1. L'Accord de libre-échange nord-américain a créé une zone de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

2. La Zone de libre échange des Amériques est un projet visant la création d'un marché intégré global sur le continent.

3. La Coopération économique Asie - Pacifique compte notamment les États-Unis, la Russie, la Chine et le Japon.

4. Le Marché commun du Sud (*Mercado común del Sur* - Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) est né en 1991 avec la signature du traité d'Asunción. C'est le troisième marché intégré au monde après l'UE et l'ALENA.

5. La CAN comprend le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie.

Sous la haute direction de monsieur Aymeric Chauprade, professeur de science politique à l'université de Neuchâtel.

Les bombardements stratégiques sur l'Allemagne

De 1940 à 1945, l'aviation stratégique alliée (les Britanniques d'abord, rejoints par les Américains) bombarde l'Europe continentale, en particulier l'Allemagne nazie, larguant près de 2,7 millions de tonnes de bombes, la plus grande partie en 1944.

Cette campagne soutenue et prolongée vise, par l'application de la force brutale, non seulement à détruire le tissu industriel et économique de l'ennemi, mais aussi à affaiblir durablement, voire fatalement sa cohésion sociale et son moral. Pour certains de ceux qui la mènent, dont le chef du *Bomber Command* de la *Royal Air Force*, le maréchal de l'air Harris, elle constitue assurément un moyen de gagner la guerre par le recours à la seule puissance aérienne.

Le poids de l'avant-guerre

L'idée d'une telle campagne remonte à l'avant-guerre et s'inspire en partie de l'expérience du premier conflit mondial et des adaptations nationales, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, des idées du penseur italien Douhet. Elle fait partie intégrante de la doctrine élaborée par la *Royal Air Force*, à l'initiative du maréchal de l'air Trenchard, dans les années vingt, et de ses successeurs. Les aviateurs britanniques estiment en effet possible de porter un coup mortel à la capacité combative d'un pays en écrasant sous les bombes ses industries de guerre et en coupant par là même le cordon ombilical qui permet aux armées en campagne de mener leur combat. Les responsables aériens américains partagent un point de vue général identique, mais les deux futurs grands alliés de la seconde guerre mondiale divergent sur la nature des objectifs qu'il leur faudrait frapper pour obtenir des résultats significatifs. Les Américains soulignent en effet l'intérêt de détruire des cibles spécialisées telles que l'industrie du pétrole ou des roulements à billes, alors que les Britanniques abordent le problème sous un angle plus large.

Les bombardements sur zone

Dès la fin de la bataille d'Angleterre, la *Royal Air Force* part à l'attaque de l'Allemagne, dans le cadre de bombardements de précision de nuit visant les industries de guerre et les raffineries pétrolières. Cette offensive vient à échouer, vers la fin de 1941, contraignant le *Bomber Command* à définir une nouvelle politique. En février 1942, alors que Harris prend la tête de ce grand commandement, l'aviation britannique s'oriente vers des raids sur zone (*Area Bombing*), consciente qu'elle est de ne pas pouvoir atteindre

des objectifs bien trop circonscrits. Il s'agit désormais d'écraser les villes allemandes sous des tapis de bombes larguées par des centaines d'appareils à la fois. Le but visé consiste non seulement à détruire les usines noyées dans le tissu urbain, mais aussi à saper le moral de la population et à l'empêcher de produire pour l'effort de guerre nazi. Cette entreprise est marquée par des campagnes prolongées ou soudaines sur la Ruhr, Hambourg, Berlin et les cités d'Allemagne orientale, telles que Dresde.

La campagne américaine

À partir du milieu de 1942, mais surtout 1943, les Américains se joignent aux Britanniques, depuis des bases situées en Grande-Bretagne, puis en Afrique du Nord et en Italie. Contrairement à la *Royal Air Force*, les *US Army Air Forces* opèrent de jour, avec leurs bombardiers quadrimoteurs, sans aucune escorte de chasse. Les pertes subies sont telles que, au cours du dernier trimestre de 1943, l'offensive aérienne américaine est suspendue. Elle ne reprend que dans les premiers mois de 1944, cette fois avec des chasseurs d'accompagnement dont l'action contribue à donner aux Alliés la supériorité aérienne de jour sur le continent européen.



DR
Ville de Cologne en mars 1945 après plusieurs vagues de bombardement.

Résultats et controverses

Les attaques stratégiques sur l'Allemagne ont suscité de violentes controverses. Les uns les ont estimées inutiles, bien trop coûteuses en moyens militaires et financiers. Les autres y ont discerné l'élément fondamental de la victoire sur le Troisième Reich. La réalité, on le conçoit, est bien plus contrastée que ces jugements à l'emporte-pièce. L'offensive menée sur le pétrole et les voies de communication allemands a permis en fait de paralyser progressivement le pays. Par ailleurs, des millions d'hommes et des milliers d'avions et de pièces antiaériennes ont dû être affectés à la défense du Reich, au détriment des fronts terrestres. Toutefois, la polémique court encore à propos des effets produits sur le moral de la population, et les attaques menées à des fins de terreur contre les civils sont l'objet d'âpres critiques. Si les résultats de cette guerre aérienne stratégique de quatre ans sont contestés et si l'aviation n'a pas remporté la victoire à elle seule, force est de se demander ce qui se serait passé si aucun avion allié n'avait jamais bombardé le Reich lors de cette guerre éminemment totale qu'a été le second conflit mondial.

Le service public

Traditionnellement mission d'intérêt général assurée par l'Administration, le service public est aujourd'hui soit un organisme soit une activité d'une nature particulière. Comme des obligations et des prérogatives spécifiques sont attachées à cette notion, la question de la nature des missions à ériger en service public se pose avec acuité : en dehors des missions régaliennes qui ne font pas débat, les réponses diffèrent en fonction du contexte particulier de l'époque ou du pays. Ainsi, après s'être développé dans le cadre de l'État providence, le périmètre des services publics tend à se réduire dans les économies libérales : c'est un thème de débat dans la construction européenne.

Le service public se définissait autrefois comme une activité d'intérêt général gérée par l'Administration. Mais lorsqu'il a été admis qu'une administration pouvait gérer des activités ne correspondant pas à des services publics et que des organismes privés pouvaient gérer des services publics, tout ce qui avait rapport soit à l'Administration soit à l'intérêt général a eu tendance à devenir service public. Pour lutter contre la dilution du contenu de la notion de service public qu'entraînait cette extension démesurée, le droit français a précisé un ensemble de critères permettant de mieux identifier les services publics et recherchant un équilibre entre prérogatives et contraintes spécifiques. Ainsi les services publics doivent avoir une mission d'intérêt général, ce qui justifie que les organismes qui en ont la charge soient investis de prérogatives de puissance publique quand il ne s'agit pas de l'Administration elle-même ; celle-ci a en contrepartie un droit de regard.

Malgré cette mise en ordre, cette notion recouvre en France un nombre très élevé d'actions dont le périmètre s'est largement étendu au xx^e siècle à la faveur du développement de l'État providence. Ainsi, à côté des activités régaliennes comme la défense, la police, la justice, la diplomatie, la collecte des impôts sont progressivement apparus de nombreux services publics à caractère économique, social ou culturel comme la distribution de l'eau, de l'électricité, du gaz, la poste, les télécommunications, les transports, l'éducation, les soins hospitaliers, la conservation de collections dans les musées...

Les services publics peuvent être gérés de manière différente selon leur objet. En particulier lorsqu'ils ont un caractère industriel et commercial,

ils bénéficient de normes plus proches du secteur privé que lorsqu'ils sont purement administratifs. Mais, quelle que soit leur nature, ils relèvent tous de quelques principes identiques.

Premièrement, la continuité du service public doit être préservée quoi qu'il arrive, ce qui explique notamment les débats qui entourent le délicat problème du respect du droit de grève des agents des services publics et ce qui autorise l'Administration à prendre des mesures particulières en cas de circonstances exceptionnelles. Deuxièmement, l'égalité des usagers qui se trouvent dans la même situation doit être respectée sans que l'un soit privilégié par rapport à l'autre, sinon il y a illégalité sanctionnable par le juge. Enfin, troisièmement, l'Administration a à la fois le droit et l'obligation de modifier les règles d'organisation et de fonctionnement des services publics pour les adapter aux besoins du moment et les rendre aptes à remplir leur mission d'intérêt général : contrairement à une idée largement répandue, le service public ne signifie donc pas un droit acquis au maintien de la situation antérieure.

L'énoncé de ces principes éclaire les polémiques auxquelles donnent lieu les services publics en France et en Europe. Alors qu'ils se sont développés dans le cadre de l'État providence, le retrait de l'État libéral de nombreuses activités, désormais jugées comme relevant d'une initiative privée mieux à même d'y être performante, tend à réduire leur périmètre. Mais, en même temps, l'abandon de la qualification de service public élargit la sphère marchande où priment la recherche de la rentabilité économique et la concurrence. N'étant plus subventionnées en totalité ou en partie par la puissance publique, ces activités voient croître le coût des prestations qu'elles fournissent et elles disparaissent si la demande n'est pas assez forte pour permettre aux produits d'équilibrer les charges : c'est l'exemple typique de la petite ligne de chemin de fer naguère maintenue en activité au nom de sa contribution à la politique de désenclavement d'un territoire ou à la mobilité des personnes modestes dépourvues d'autres moyens de locomotion et aujourd'hui fermée parce qu'elle grève les résultats de l'entreprise et nuit à sa compétitivité. Concept juridique, le service public se révèle donc également un thème politique autour duquel s'affrontent des conceptions opposées du rôle de la puissance publique, comme en témoignent les débats en cours dans le cadre de la construction européenne.

Sous la haute direction de madame Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées

La mécanique quantique

Le développement de la physique puis de la mécanique quantique ont eu des incidences techniques déterminantes sur le développement humain, en créant les révolutions industrielles qui ont façonné le monde moderne.

La mécanique quantique est fondée, dans les années 1920, par Bohr⁽¹⁾, Heisenberg⁽²⁾, Dirac⁽³⁾, Schrödinger⁽⁴⁾ et de Broglie⁽⁵⁾. Dans le monde microscopique, on ne peut pas observer un événement sans l'influencer : par exemple, le seul moyen « d'observer » un électron est de faire diffuser sur lui un photon ou un autre électron, ce qui va nécessairement perturber son état physique. Il en résulte l'impossibilité de mesurer simultanément, avec une précision illimitée, certaines grandeurs. C'est le principe dit d'incertitude de Heisenberg (1932), que certains scientifiques préféreraient appeler principe d'indétermination.



Werner Heisenberg et Niels Bohr.

AIP Niels Bohr Library

Tel est, en particulier, le cas des composantes de la position et de la vitesse d'un objet sur un même axe de coordonnées. Ceci entraîne l'impossibilité de déterminer une trajectoire, au sens de la mécanique classique. La notion de trajectoire est remplacée par la notion de **probabilité de présence**. À chaque corpuscule est associée une onde, décrite par une fonction d'onde dont l'amplitude en un point est liée à la probabilité de trouver la particule en ce point. Cette science probabiliste, reposant sur la notion de dualité onde-corpuscule, est donc bien éloignée de l'intuition commune, habituée au déterminisme de la mécanique classique.

Les implications théoriques du formalisme quantique (théorème de Bell, 1962) ont été notamment confirmées par le physicien français Alain Aspect grâce à une expérience montrant que deux photons qui ont été en contact restaient liés par la suite sans échanger d'information, quelle que soit leur distance de séparation. C'est le principe de non-séparabilité, qui affirme que

les deux particules forment un système avec des propriétés globales non localisées dans l'une ou l'autre.

L'une des caractéristiques de la physique contemporaine est, malgré la multiplication des découvertes et des objets traités, une évolution vers un petit nombre de lois unitaires dont le but est d'englober toutes les interactions et toutes les particules, certaines (les bosons) étant considérées comme les **véhicules des interactions** : par exemple, le photon est le véhicule de l'interaction électromagnétique.

Dans les théories modernes, les particules se classent selon leur participation ou non aux interactions. On distingue actuellement quatre interactions que l'on peut citer dans l'ordre historique de l'acquisition des connaissances : interaction gravitationnelle (fin XVIII^e siècle), interaction électromagnétique (fin XIX^e siècle), interaction forte et interaction faible (XX^e siècle). En quelques années, la théorie électrofaible s'est développée, unifiant les interactions électromagnétique et faible. Plus récemment, le modèle standard fait entrer l'interaction forte dans le même cadre descriptif (théorie de grande unification) que les deux interactions précédemment citées. L'unification complète avec la relativité générale, selon laquelle les propriétés géométriques de l'espace-temps sont modifiées par l'interaction gravitationnelle, est l'une des ambitions de la physique théorique contemporaine.

1. Niels Henrik David Bohr (7 octobre 1885 - 18 novembre 1962) est un physicien danois. Se basant sur les théories de Rutherford, il publia en 1913 un modèle de la structure de l'atome. Cette théorie est à la base de la mécanique quantique.
2. Werner Karl Heisenberg, (5 décembre 1901 - 1er février 1976), physicien allemand, fut l'un des élèves de Bohr. Il développa la première formalisation de la mécanique quantique en 1925, en même temps qu'Erwin Schrödinger.
3. Werner Karl Heisenberg, (5 décembre 1901 - 1er février 1976), physicien allemand, fut l'un des élèves de Bohr. Il développa la première formalisation de la mécanique quantique en 1925, en même temps qu'Erwin Schrödinger.
4. Erwin Schrödinger (12 août 1887 - 4 janvier 1961) est un physicien autrichien. En imaginant l'équation d'évolution de la fonction d'onde associée à l'état d'une particule, il a permis le développement du formalisme théorique de la mécanique quantique.
5. Louis Victor de Broglie (15 août 1892 - 19 mars 1987) est un mathématicien, physicien et académicien français, lauréat, en 1929, du prix Nobel de physique pour sa « théorie sur la nature ondulatoire de l'électron ».

Sous la haute direction de monsieur Jean-Yves Daniel, inspecteur général de l'Éducation nationale

La guerre de 1870

Conflit qui mit fin au régime impérial, la guerre de 1870-1871 permet à l'Allemagne de réaliser son unité. Cette guerre, par son prolongement franco-français (la Commune), assoit la III^e République et annonce la vie politique française de la première moitié du XX^e siècle.

L'Allemagne et la France avant la guerre

Le 3 juillet 1866, la victoire prussienne à la bataille de Sadowa affaiblit durablement l'Autriche et les États du sud de l'Allemagne sur la scène internationale et donne à la Prusse une place incontestable dans le concert européen. Bismarck, chancelier allemand et Premier ministre de la Prusse, dissout la Confédération germanique. D'abord favorable à l'initiative de Bismarck de fonder l'unité allemande, Napoléon III se méfie toutefois de la Prusse et se montre réticent à la candidature de Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin de Guillaume I^{er} de Prusse, au trône d'Espagne en juillet 1870. Pour Bismarck, la France devient gênante. Par ailleurs, une victoire militaire de la Prusse sur la France permettrait aux Prussiens de réaliser l'unité allemande. Reste à trouver le prétexte à la guerre. C'est chose faite le 13 juillet 1870, lorsque Bismarck rédige la célèbre dépêche d'Ems. Celle-ci provoque l'irritation de la France, qui déclare alors la guerre à la Prusse.

La guerre impériale (19 juillet - 4 septembre 1870)

La France n'est pas vraiment prête pour cette guerre : elle ne dispose pas d'assez de temps pour trouver des alliances, la mobilisation est chaotique et les effectifs manquent. En juillet 1870, l'empereur Napoléon III arrive à Metz pour prendre la tête des armées et soutenir Bazaine, commandant de l'armée du Rhin. Les troupes françaises se retranchent dans les Ardennes pour se réorganiser. Le 1^{er} septembre 1870, lors de la bataille de Sedan, l'armée prussienne écrase les Français. Le 2 septembre 1870, Napoléon III se rend et le général von Wimpffen reçoit la capitulation française. Le Second Empire a vécu.

La guerre républicaine (4 septembre 1870 - 28 janvier 1871)

Le 4 septembre, les nouvelles de la défaite de Sedan et de la capitulation de l'empereur déchu arrivent à Paris. Les députés du corps législatif se réunissent au Palais-Bourbon. Ils refusent de confier la régence à l'impératrice Eugénie et s'interrogent sur la conduite à tenir. Parmi eux, Jules Favre, Jules Grévy, Jules Simon et Jules Ferry (surnommés « *la République des quatre* »).

Jules »), mais aussi Adolphe Crémieux et Léon Gambetta, émettent l'idée de constituer un gouvernement composé de députés républicains de Paris. C'est ainsi que Gambetta et Favre proclament la République, troisième du nom, sur le parvis de l'Hôtel de ville. Beaucoup de Parisiens pensent que la déchéance de l'empereur et l'avènement de « Marianne » rendront les Prussiens plus accommodants. Cependant, le 19 septembre, la situation s'aggrave avec l'encerclement de la ville de Paris par les troupes ennemies. Le 7 octobre, Gambetta fuit Paris et organise, à Tours, une armée en vue de délivrer la capitale. Son initiative recueille quelques succès éphémères mais inquiète les populations rurales qui aspirent surtout à un retour à la paix. Les troupes rassemblées par Gambetta sont battues sans difficulté par les Prussiens. Le 18 janvier 1871, le chancelier Bismarck, artisan de l'unité allemande, proclame l'Empire d'Allemagne dans la Galerie des glaces au château de Versailles. La France doit céder l'Alsace (sans Belfort) et une partie de la Lorraine, et payer cinq milliards de francs-or de réparation à l'Empire allemand.

Après la guerre...

L'armistice est finalement signé le 28 janvier 1871 pour une durée de quatre semaines afin de laisser le temps aux vaincus d'élire une Assemblée nationale. Le 16 février 1871, Thiers est nommé chef du pouvoir de la République française. Cependant, le peuple parisien refuse cet armistice et forme, en mars 1871, la Commune de Paris⁽¹⁾. Le siège de la capitale commence et une guerre civile éclate entre les Communards et les troupes d'Adolphe Thiers alors cantonnées à Versailles. Le 10 mai 1871, Favre et Bismarck signent enfin le traité de Francfort qui met officiellement fin à la guerre franco-prussienne. Le 21 mai 1871, les Versaillais pénètrent dans Paris et refoulent les forces de la Commune. Après la « *semaine sanglante* » du 21 au 28 mai au cours de laquelle la répression est impitoyable – de 10 000 à 25 000 communards sont exécutés et 38 000 autres arrêtés – la Commune est dissoute.

La III^e République naît, dans la détresse et la confusion... Elle meurt de la même façon soixante-dix ans plus tard, en 1940.

1. Gouvernement insurrectionnel qui exerce l'autorité à Paris durant 72 jours (du 18 mars au 28 mai 1871).

Bibliographie

Roth François, *La guerre de 1870*, Hachette Pluriel, 2005.

La nature de l'idéologie

L'idéologie est un ensemble de représentations servant à combler les lacunes de la rationalité politique. Une version faible procure des réponses plausibles à des problèmes politiques indécidables rationnellement. Une version forte fait basculer dans l'irrationalité politique.

L'homme est un animal pensant. Pour survivre en résolvant les problèmes que lui posent sa nature et sa condition, il doit recourir aux opérations de son intelligence et lui faire produire les connaissances indispensables à cette fin. Une connaissance est une réponse à une question. Toutes les connaissances humaines se distribuent naturellement en trois classes fondamentales. La première est celle des connaissances rationnelles, qui peuvent être déclarées vraies ou fausses grâce à des tests portant sur le réel. Il est, par exemple, rationnel de semer du blé sur des champs aménagés, dans l'espoir d'en tirer une moisson plus abondante que les semences épanchées, car l'expérience prouve que les résultats combleront généralement les espérances, de même qu'il est rationnel d'affirmer que la Terre tourne autour du Soleil ou que la démocratie est le régime naturel de l'espèce humaine. Toutes ces propositions peuvent être soumises à des tests susceptibles d'en révéler la véracité ou la fausseté. Les connaissances peuvent être aussi non-rationnelles, quand il est impossible de démontrer qu'elles ne sont ni vraies ni fausses, tout en demeurant plausibles. Ainsi en est-il des révélations religieuses fondatrices, à commencer par l'affirmation de l'existence de Dieu. Elle est plausible, au sens où elle ne tombe victime d'aucune contradiction logique, mais on ne saurait inventer aucun test permettant de la démontrer ni de la réfuter. Enfin, la classe des connaissances irrationnelles rassemble des propositions qui peuvent être démontrées fausses, soit qu'elles souffrent d'incohérence logique soit que le réel les rejette à la suite de tests contrôlés. Il est, par exemple, irrationnel de tenir que les désirs humains puissent être jamais comblés, car ils ont pour propriété première d'être illimités, ou que des entreprises collectives pourraient être conduites au succès sans recours aucun à une quelconque relation de pouvoir.

Les connaissances rationnelles peuvent être produites par deux démarches différentes. L'une est empirique, qui procède par l'observation du réel, la

mise en série des cas analogues, l'induction de conclusions appuyées sur des expériences renouvelées et l'inférence de conséquences dans des domaines connexes. La connaissance empirique a été mise en œuvre dès l'origine par l'humanité, car la nature l'a dotée de tout ce qui est nécessaire et suffisant à sa survie, et a permis à toutes les sociétés et à toutes les cultures de produire des trésors de savoirs vrais sur ce qui leur est essentiel. La démarche scientifique procède par la voie déductive, en partant d'hypothèses, dont sont déduites des propositions susceptibles d'être testées dans des expérimentations contrôlées. La supériorité décisive de la science sur l'empirisme est qu'elle permet d'expliquer pourquoi le réel est comme il est. Les connaissances scientifiques, loin d'être universelles, sont nées en Europe au début du XVIII^e siècle. Les connaissances irrationnelles contredisant la rationalité, elles peuvent affecter les deux démarches rationnelles. Il est empiriquement irrationnel de semer du blé sur un terrain rocheux dépourvu de sol ou dans une région privée d'eau, comme il est scientifiquement irrationnel de prétendre inventer le mouvement perpétuel ou de vouloir mettre au point un rendement énergétique de 100 %.

Les connaissances non-rationnelles ont un statut plus délicat. Prises en un sens absolu, elles énoncent des vérités indémontrables et irréfutables, portant sur des objets qui échappent entièrement aux démarches tant empirique que scientifique. Elles ne sont ni rationnelles ni irrationnelles, mais plausibles. En un sens relatif, on peut déclarer non-rationnelles toutes les explications du réel avancées avant l'âge scientifique. Ainsi les mythes, dont la fonction était de procurer, en recourant à des histoires fictives, des explications plausibles du réel, dans la mesure où celui-ci faisait problème, à commencer par la culture reçue et pratiquée.

Nous appellerons « idéologie » toutes les connaissances politiques non-rationnelles et irrationnelles. Les premières sont inévitables même dans le cadre de la rationalité politique, telle qu'elle est exprimée par le régime naturel. Les secondes sont soit des ruses politiques dans le monde traditionnel soit des corruptions et des perversions politiques à l'âge moderne et démocratique. Ces affirmations sont vérifiées par trois régimes qui ont marqué les histoires humaines : la hiérocrairie, la démocratie et l'idéocratie.

Musset, *La Confession* *d'un enfant du siècle*

La Confession d'un enfant du siècle est l'un des ouvrages les plus représentatifs d'une génération romantique désenchantée, née trop tard après la gloire de l'Empire. Le narrateur écrit de manière éloquent : « Alors s'assit sur un monde en ruines une jeunesse soucieuse. »

Le romantisme, caractérisé par la place nouvelle donnée à la passion, à l'exaltation de la sensibilité et à la personnalité individuelle, a favorisé l'écriture de soi. En 1833, Musset rencontre la romancière George Sand, de sept ans son aînée. Leur relation tumultueuse s'interrompt une première fois en 1834, à l'issue d'un séjour à Venise où George Sand entame une liaison avec le docteur Pagello qui soigne Musset, puis de manière définitive en 1835. Dès son retour de Venise, Musset se promet d'écrire l'histoire de son expérience orageuse afin qu'elle incarne le calvaire de sa génération. Dans une lettre à George Sand, l'écrivain exprime le désir de raconter, sous forme romanesque, l'aventure de leur amour.

Cependant, cette *Confession d'un enfant du siècle*, publiée en 1836, n'est pas une autobiographie car « pour écrire l'histoire de sa vie, il faut d'abord avoir vécu ». Octave, un jeune romantique, est anéanti lorsqu'il découvre lors d'un dîner que sa maîtresse le trompe. Desgenais, un dandy cynique, le pousse à se défaire de ses illusions romantiques idéalistes et à profiter sans scrupules des plaisirs de la vie. Il entreprend de convertir Octave au libertinage mais le narrateur préfère noyer sa tristesse dans l'alcool et passer ses nuits sous la fenêtre de celle qu'il aime. Finalement, sa maîtresse n'hésite pas à tromper son nouvel amant et Octave, pragmatique, finit par suivre les conseils de son ami Desgenais. Malgré la vie de débauche qu'il découvre, il ne parvient toujours pas à dompter son mal-être.

Le décès de son père met un terme à cette vie de dépravation. Dans sa région natale, il retrouve la sérénité et la quiétude jusqu'à sa rencontre avec Brigitte Pierson, une jeune veuve qui devient sa confidente : « *Cependant, dans nos entretiens, j'insistais toujours sur mon dégoût du monde, sur l'aversion que j'éprouvais d'y rentrer jamais. [...] Je lui disais que j'avais la société en horreur.* ». Très vite, ils deviennent amants, et Octave se surprend à trouver le bonheur. Mais la méfiance héritée de ses premières expériences et sa vie



DR

de luxe le rattrapent et Octave, qui se lasse de ce nouvel amour, devient un amant de plus en plus jaloux et possessif. Avouant lui-même qu'il « *ne sait pas l'aimer* », il doute en permanence de sa compagne. Les disputes s'intensifient et Octave s'obstine à tout gâcher, ne comprenant pas qu'aimer n'est pas posséder. Alors qu'ils partent vivre à Paris, la rencontre avec Henri Smith, ami d'enfance de Brigitte, exacerbe la jalousie d'Octave qui, un soir, veut attenter à la vie de sa bien-aimée. Découvrant

une lettre où elle confesse à Henri son amour pour lui et son choix délibéré de rester avec Octave par devoir, ce dernier se retire pour que « *des trois êtres qui avaient souffert par sa faute, il ne reste qu'un seul malheureux* ».

Tragique histoire d'amour, ce roman est une analyse d'un mal contagieux qui se répand au sein de la société et rongé l'individu de l'intérieur. On y trouve aussi le sentiment de trahison que ressent la génération de 1830, dont les espoirs se trouvent anéantis par l'échec de la Révolution de juillet. L'élan suscité par les Trois Glorieuses⁽¹⁾ a en réalité été utilisé par les notables avides de pouvoir et d'argent alors que le chômage et l'inflation font rage. La bourgeoisie, qui gouverne la France, conduit également la vie économique. Elle s'enrichit au détriment du peuple, et les espoirs d'une jeunesse soucieuse de son avenir deviennent des illusions. L'existence d'Octave est l'allégorie de cette génération qui, après la gloire de l'Empire, n'a plus de rêve à réaliser.

En 1859, deux ans après la mort d'Alfred de Musset, George Sand racontera à son tour leur liaison dans *Elle et Lui*. La même année, Paul de Musset, frère de l'écrivain, lui répondra par *Lui et Elle*.

1. Les trois journées – 27, 28 et 29 juillet 1830 – qui aboutissent à l'accession au trône de Louis-Philippe.

Un père et son fils par Georges de La Tour (1593-1652)

***Saint-Joseph charpentier*, peint vers 1640 par Georges de La Tour, joue sur l'effet clair-obscur caractéristique de la série *Les nuits* de l'artiste, inspirée du courant caravagiste⁽²⁾ du XVII^e siècle. Le point central de ces représentations est la lumière d'une bougie qui éclaire l'image tout en laissant les parties plus éloignées de la flamme dans l'obscurité.**

L'artiste, nommé *peintre ordinaire du roi* en 1639, sombre dans l'oubli après sa mort. En 1915, l'historien Hermann Voss lui attribue ses premières œuvres et le public commence à le redécouvrir grâce à l'exposition organisée au musée de l'Orangerie en 1934-35. Depuis 1948, le renommé *Saint-Joseph charpentier* est exposé au Louvre.

D'inspiration religieuse, la toile représente l'Enfant Jésus, porteur d'une chandelle qui éclaire le travail de son père, Joseph, vieil homme courbé dans l'effort. Le halo que forme la lueur de la bougie met en lumière le caractère terrestre et rustique de la condition humaine. Il exalte aussi le caractère exceptionnel et divin de l'enfant dont la main, diaphane, laisse filtrer la lumière. Alors que le père est comme avalé par l'obscurité, le visage du fils irradie de lumière, telle une apparition, déteignant en quelque sorte sur le premier. De ce contraste émerge un sentiment mêlant dépouillement et réalisme. Au-dessus de la flamme s'anime une communion des regards, où le père semble transmettre silencieusement son expérience de la vie.

Ces figures résultent d'une démarche proche de celle du cubisme, qui vise à synthétiser les formes réelles pour ne relever que leur structure géométrique. Ainsi, le haut du tableau, composé de courbes esquissant le volume (visage, buste) se dissocie de sa partie inférieure, où s'érigent des traits verticaux (jambes). Ovale, cube et rectangle font également office d'outils. De cette simplification résultent pourtant des figures familières.

Message biblique ou de vie, cette scène quotidienne de labeur regorge d'intériorité, réunissant deux êtres en une communion des âmes.

1. Cette page n'entre pas dans le périmètre retenu pour l'oral du cycle de perfectionnement au commandement.

2. Le caravagisme est un courant pictural de la période baroque apparu à Rome à la fin du XVI^e siècle et caractérisé par la technique du clair-obscur inventée par le peintre italien dit *le Caravage*.

De la coïncidence des dates



DR

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle lance son appel depuis les studios de la BBC sans doute en réaction immédiate aux propositions d'un armistice aux Allemands lancé le 17 juin 1940 par le maréchal Pétain. Mais le choix de cette date est-il vraiment un hasard ? Dans l'histoire de France, que le général connaissait bien, des corrélations avec le 18 juin sont possibles. Ainsi, le 18 juin 1429, Jeanne d'Arc remporte sa première victoire contre les Anglais à Patay. Mais le 18 juin 1815 correspond aussi à la défaite de Napoléon à Waterloo. Dans le souffle de la défaite napoléonienne et de la victoire de Jeanne d'Arc, le général de

Gaulle puise les forces pour sa future victoire comme pour rappeler que d'une défaite peut naître la plus grande des victoires. Mais ces faits historiques ne sauraient à eux seuls nous interroger sur la coïncidence des dates.

Le cas du peintre Vincent Van Gogh est troublant. En effet, il est né le 30 mars 1853, soit un an après son frère, Vincent Wilhelm, décédé à sa naissance le 30 mars 1852. Toute sa vie l'artiste sera hanté par l'idée d'avoir usurpé la vie d'un autre. Cet événement familial tragique peut expliquer le mode de vie tumultueux du peintre. Dans le même registre, le docteur Monique Bydlowski⁽²⁾ démontre qu'il existe parfois un rapport direct entre le désir d'avoir un enfant et un « deuil non fait » au sens freudien de l'expression (« *maladie de deuil* »), comme si « *l'inconscient a bonne mémoire* »⁽³⁾.

D'autres dates résonneraient-elles avec le passé, ou avec notre histoire propre ?

1. Cette page n'entre pas dans le périmètre retenu pour l'oral du cycle de perfectionnement au commandement.
2. Monique Bydlowski, psychiatre, psychanalyste, Laboratoire de recherche de la maternité Port-Royal, hôpital Tarnier, Paris.
3. Nina Canault, *Comment paye-t-on les fautes de ses ancêtres ?*, Desclée de Brouwer, Paris, 1998, 167 p., p. 85.

La langue française d'aujourd'hui est le fruit d'un amalgame heureux entre la langue qui se diffusa à partir de l'Île-de-France et toutes celles qui s'étaient développées dans les autres provinces. Cette diversité d'origine, plus tard uniformisée de façon plus ou moins autoritaire, explique pourquoi chaque mot de la langue française a une histoire, pourquoi notre langue apparaît à la fois si belle et si complexe aux étrangers. Car même si notre langue, comme toute langue vivante, continue d'évoluer, elle conserve toutefois des règles fixes, des invariants qu'il est bon de rappeler.

Quand l'-isme toise l'-ité.

« Le discours **obscurantiste** de la fondation Nobel qui prétend récompenser des scientifiques ayant contribué aux bienfaits de l'humanité cache mal les véritables enjeux de la science, qui sont à la fois économiques, politiques et idéologiques. »

Cette phrase extraite du site Internet d'une maison d'édition française montre toute la confusion existante entre les termes. Si **obscurantiste** est l'adjectif d'**obscurantisme**, il n'en est pas pour autant synonyme d'**obscur**, adjectif d'**obscurité**. Au sens propre, **obscurité** signifie l'absence de lumière. Au sens figuré, il qualifie un discours peu clair, confus et embrouillé. L'**obscurantisme** est en revanche un courant de pensée qui prône et qui défend une attitude de négation du savoir ou de restriction dans la diffusion de ce savoir. Ce sens est bien différent de celui d'**obscurité**. L'un exprime un état (-ité) quand l'autre désigne une pensée (-isme).

Nietzsche d'ailleurs ne s'y trompe pas quand il affirme : « En réalité, il n'existe ni parenté, ni amitié, ni même hostilité entre la religion et la vraie science : elles vivent sur des planètes différentes. Toute philosophie qui laisse une queue de comète religieuse s'allumer dans l'**obscurité** de ses perspectives ultimes donne à suspecter toute la part d'elle-même qu'elle présente comme science : tout cela aussi, on s'en doute, est de la religion, quoique parée des pompes de la science... » Humain, trop humain.

Au final, confondre l'état d'une chose avec un courant de pensée, c'est s'élever au rang des sophistes, maîtres d'un discours fort élaboré, pourtant vide de pensée ! Cette confusion est encore plus flagrante dans le cas d'**immobilisme** souvent servi à la sauce « **immobilité** » !

« N'est-il pas en effet tentant pour un gouvernement, suspecté d'**immobilisme**, y compris dans les rangs de sa majorité plurielle, de désigner un bouc émissaire ? », extrait de l'intervention d'un sénateur sur la modification du mode d'élection des sénateurs.

1. Cette page n'entre pas dans le périmètre retenu pour l'oral du cycle de perfectionnement au commandement.